

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez M. M. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Street, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne
 Chez MM. Fanchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 90	» 05
3 1/2 amortiss. ..	82 70	» 05
4 1/2 0/0 1883 ..	109 15	» 00
Cons. anglais ..	99 9/16	1/4
Italie	97 10	» 00
Flor. autric. (or) ..	88 3/4	» 00
Esp. Extér. nouv. ..	53 3/8	5/16
Egyptien 6 0/0 ..	323 75	» 00
Ch. Egyptiens ..	438 75	1 25
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	14 45	» 10
Banque ottomane ..	507 50	2 50

PARIS, 12 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

AU LUXEMBOURG
 M. Buffet vient d'écrire à M. Goblet pour le prévenir qu'il interpellera, la semaine prochaine, sur la suppression de traitement de plusieurs desservants.

AU PALAIS-BOURBON
 Les bureaux sont réunis pour nommer la commission pour la taxe des céréales : 1^{er} bureau : MM. Talandier et Vigier. 2^e bureau : MM. Barouille et Milochaud. 3^e bureau : MM. Lefèvre et Desloges. 4^e bureau : MM. Ménil et Lesouff. 5^e bureau : MM. Lefèvre-Pontalis et Grand. 6^e bureau : MM. Guilleminet et Laroze. Les autres résultats ne sont pas encore connus. Jusqu'à présent la commission aurait une majorité favorable. Beaucoup de monde dans les couloirs : on s'entretient de la commission du Tong-King. Séance à trois heures seulement.

LE CONSEIL DES MINISTRES
 Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy. Ils se sont occupés de la nouvelle situation créée par la nomination du rapporteur de la commission du Tong-King et des éventualités qui peuvent se produire au cours de la discussion en séance publique. Le ministre de l'intérieur déposera aujourd'hui sur le bureau de la Chambre des députés, en son nom et au nom du ministre du commerce, le projet de loi portant approbation de la convention intervenue entre le conseil municipal et la chambre de commerce de Paris au sujet de la création d'une Bourse du commerce sur l'emplacement de la Halle aux Bœufs. Il demandera l'urgence afin que le chantier des travaux soit ouvert le plus tôt possible. La dépense qui en résultera est estimée à vingt millions. M. Allain-Targé, n'ayant pas encore reçu de M. Cochon l'assigment qui a été annoncé, demandera l'ajournement de la question que M. Dupré a l'intention de lui poser au Sénat lundi ou mardi, relativement à la laïcisation des hôpitaux.

INTÉRIEUR
 C'est demain, 13 décembre, que Son Em. le cardinal Guibert, archevêque de Paris, entre dans sa quarante-neuvième année. Il est né, en effet, le 13 décembre 1802 et occupe le siège de Paris depuis 1871. Nous sommes heureux d'apprendre que l'état de santé de Mgr Guibert est aussi satisfaisant qu'on le peut désirer. Néanmoins, il n'y aura point demain, à l'archevêché, de réceptions officielles, afin de ne pas occasionner de fatigue à Son Excellence. Quelques hauts dignitaires du clergé seuls seront admis. On sait depuis longtemps qu'un député riche ment approuvé depuis son mariage, s'entretient volontiers auprès des ministres pour faire obtenir des faveurs et des places à ses protégés, mais jamais d'une manière désintéressée. Aujourd'hui, on le dit en pourparlers avec le chef d'une riche maison de banque de Paris pour lui faire obtenir la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

On vient de découvrir dans certaines mairies que des cartes électorales auraient été retirées par des individus qui se sont présentés indûment au nom des électeurs inscrits. Ce fait a motivé une plainte au ministre de l'intérieur. (De notre correspondant particulier)

Après des débats qui n'ont pas duré moins de quatre jours, la cour d'assises de Lot-et-Garonne vient de condamner à mort Tarrit, qui avait assassiné une septuagénnaire pour la voler. Tarrit a écouté avec impassibilité l'arrêt de la cour. M. le président Gauja a dirigé d'une façon remarquable les débats de cette difficile affaire.

Une dépêche du commissaire spécial de la gare de l'Est informe le préfet de police qu'un malfaiteur du nom de Bertrand Joseph, inculpé d'assassinat à Livernon, vient d'être trouvé sur la voie près du pont du Moulin de Frossard, horriblement blessé. Le train n° 35 lui avait coupé les deux jambes. Bertrand est entre les mains de la gendarmerie.

On parle de la mise en disponibilité du préfet d'un des départements de la Bourgogne dont les affaires sont fort embrouillées, les dettes sont criardes, les profits nombreux ; mais comme il a donné des gages de républicanisme au gouvernement, on lui réserve une place dans les finances. Quel bon financier cela fera !

Alger, 12 décembre. Hier et aujourd'hui, de nouvelles et très violentes secousses de tremblement de terre ont été ressenties à M'Sila.

Plusieurs maisons déjà endommagées se sont écroulées. De nouveaux dégâts ont eu lieu au Bordj, sans aucun accident de personnes, la population campant en plein air.

A Bordj-bou-Argeridj, plusieurs éboulements ont eu lieu ce matin. Sur la route de M'Sila, six petits ponts ont été ébranlés par les secousses ; des fissures s'y sont produites.

La crue de la Seine
 D'après les dernières nouvelles des stations hydrométriques, la crue de la Seine paraît terminée. La décroissance sera lente. Le flot brusque de mercredi à jeudi était dû à une crue exceptionnelle du Loing ; aujourd'hui la Seine, à Montreuil, commence à baisser. Cote du vendredi 11 décembre : Pont d'Austerlitz, 5 m. 60. Pont de la Tournelle, 5 m. 20. Pont-Royal, 6 m. 20.

Elections consulaires
 La commission chargée de constater le résultat général des élections qui ont eu lieu le 10 décembre pour la nomination de juges et de juges suppléants au Tribunal de commerce, s'est réunie aujourd'hui, sous la présidence de M. Favalelli, secrétaire général. Sont élus pour deux ans : MM. Harvien, Cavé, Maginel, Girard, Ouachée, Derville, May. Sont élus juges pour un an : MM. Levy-lier, Lévy (Ernest). Sont élus juges suppléants pour deux ans : MM. Lefèvre (Jules), Soufflot, Goy, Raffard, Falco, Hugot, Meunier. M. Lapeyre est élu juge suppléant pour un an. Il reste à nommer quatre juges suppléants pour deux ans et un juge suppléant pour un an. Le second tour de scrutin aura lieu le jeudi 24 décembre courant.

EXTÉRIEUR
 Nisch, 12 décembre. Contrairement à l'accusation formulée par les Bulgares, d'après laquelle les Serbes auraient attaqué les postes bulgares, on constate que des détachements bulgares ont souvent pénétré dans les villages situés près de Pirot, mais ont été repoussés par les habitants. On ajoute qu'il en a été de même des volontaires bulgares qui ont pénétré à Vlassina. Ces escarmouches seront inévitables, tant que les Bulgares enverront leurs volontaires en avant ; quant aux troupes régulières, on n'a pas tiré sur elles.

Londres, 12 décembre. Des renseignements puisés à bonne source ne confirment pas la nouvelle du *Morning Post* sur une entente qui se serait établie entre la France et l'Angleterre au sujet de Madagascar.

Funérailles du roi d'Espagne
 Madrid, 12 décembre. Dix heures. — La cérémonie des funérailles d'Alphonse XII vient de commencer. Deux mille personnes environ y assistent à l'intérieur de l'église.

Parmi elles, il n'y a pas plus de 800 invités, bien qu'on ait distribué des milliers de cartes d'invitation, mais la majorité des invités n'a pas pu entrer. L'aspect du temple est imposant : 38 prélat, les infants de Portugal, un prince de Bavière, deux archiducs d'Autriche, les membres du gouvernement espagnol, les députés, les sénateurs, le corps diplomatique, les dames du palais, une députation du conseil d'Etat, la haute magistrature, une députation du conseil général, les capitaines-généraux, les anciens ministres, les grands d'Espagne, etc., etc., assistent à la cérémonie. Les prélat sont au grand autel, entourés d'un nombreux clergé. L'évêque de Madrid donnera l'absoute. La cérémonie ne sera pas terminée avant deux heures de l'après-midi. On voit sur le catafalque un grand nombre de couronnes. Celle qui a été envoyée de l'Angleterre est très remarquable.

INFORMATIONS
 D'après certains journaux, le général Lopez Dominguez aurait définitivement accepté l'ambassade d'Espagne à Paris. Nous croyons peu à cette nouvelle et continuons à penser que toutes les chances paraissent être en faveur de M. Albarado, ancien préfet de Madrid et ancien envoyé extraordinaire à La Haye.

Jadis, nombre de fonctionnaires se faisaient attacher à telle ou telle commission d'Exposition dans l'unique but de cueillir quelque ruban, quelque avancement ou quelque autre récompense. Les abus à ce sujet ont été si grands, particulièrement lors de l'Exposition d'Amsterdam — que l'administration — ô sagesse tardive ! — a résolu d'y mettre un terme. Donc, il a été décidé qu'aucune récompense ne serait accordée aux fonctionnaires faisant partie du jury de l'Exposition d'Anvers. Ces messieurs devront se contenter d'avoir fait un voyage d'agrément dont tous les frais auront été payés par l'Etat. Bien qu'ils ne soient pas à plaindre, nous en connaissons plus d'un dont le nez est entrain de s'allonger.

Que va devenir M. de Brazza ? Restera-t-il en France ou retournera-t-il au Congo ? Réponse : M. de Brazza est en congé jusqu'au mois d'avril. C'est à cette époque seulement que le gouvernement prononcera son sort. Nous aimons à croire, quant à nous, que le jeune et hardi voyageur retournera au Congo, non plus cette fois comme chargé d'une mission, mais comme gouverneur ou tout au moins comme commandant supérieur de nos possessions sur les côtes occidentales d'Afrique. C'est bien le moins qu'il soit appelé à recueillir les fruits qu'il a semés.

Comme on le verra plus loin, la commission des Trente-trois a chargé hier M. Pelletan du rapport sur le Tong-King, et M. Granet du rapport sur Madagascar.

Le choix d'un rapporteur qui, comme M. Camille Pelletan, a de tout temps été opposé à la politique coloniale de M. Jules Ferry, indique assez les dispositions de la majorité de la commission. Après un examen très attentif des affaires du Tong-King, cette majorité pense que l'on ne doit pas marcher plus longtemps dans la voie où l'ancien cabinet a engagé la France, et qu'il faut conclure. Quelle pourra être cette conclusion ? C'est ce que la Chambre va, dans quelques jours, avoir à décider.

Le pays a donné à ses élus des indications qui se résument ainsi : ne pas persévérer dans le système dangereux des expéditions lointaines, qui constituent une dépense aussi lourde que stérile, et qui usent sans profit les forces de la nation. Il faut donc trouver et voter une solution.

Les recherches faites par la commission, les documents et les dépêches que l'on connaît maintenant, tout cela forme un dossier dont chaque détail, accablant pour M. Jules Ferry, donne raison aux aspirations manifestées en octobre par les électeurs. Les électeurs sont aussi soucieux que qu'il est de l'honneur du drapeau : c'est un point qui n'est pas en cause. Les électeurs n'ont jamais demandé, d'autre part, l'impossible. Mais ils réclament la fin des campagnes sans but, et — pour l'avenir de côté le mot de liquidation qui a été très employé mais peu expliqué — ce qu'attendent les électeurs du patriotisme des députés, c'est une solution pratique, honorable, et aussi peu désavantageuse que les circonstances le peuvent permettre, mais enfin, une solution.

INTERVIEW

L'interview est entré dans nos mœurs et y prend chaque jour une plus large place. Tout journal qui se respecte doit offrir deux ou trois « conversations » par semaine à ses lecteurs. Quand on ne peut arriver jusqu'aux personnages que leur situation politique ou un incident passager met en évidence, on questionne une personne de leur famille ou même un de leurs domestiques, comme un de nos confrères a eu l'ingénieuse idée de le faire dans la question Herbingier, ouvrant, par cette heureuse initiative, une voie nouvelle aux investigations de la presse.

Il faut bien suivre la mode, au moins de loin. La Patrie a donc cru devoir se conformer au goût du jour. Mais tous les hommes de premier, de second et même de troisième plan, tous ceux qui ont un titre quelconque la moindre notoriété, ayant déjà subi leur petit interrogatoire, nous ne savons à qui nous adresser, lorsque nous avons songé à un député de la gauche, que tous les reporters ont jusqu'ici négligé, bien qu'il ait toute chance d'être bientôt ministre — puisqu'il ne l'a pas encore été.

Ne voulant pas reconnaître par un compromettant indiscret la confiance avec laquelle cet honorable député a bien voulu s'ouvrir à nous, la franchise avec laquelle il nous a révélé ses intentions et celles de son parti, nous ne croyons pas devoir le nommer et nous le désignons simplement par son prénom d'Alfred.

Les moindres détails relatifs aux hommes célèbres ayant, paraît-il, un grand intérêt pour le public, nous lui apprenons que M. Alfred *** occupe rue Godot-Mauroi, dans une vieille maison voisine du boulevard, un appartement situé au troisième étage (le premier étage compte 25 marches et les deux autres 23). Ayant sonné à sa porte, devant laquelle s'étale un vaste paillasson de crin végétal un peu défraîchi, nous avons été reçu par un jeune domestique en petite tenue de service, qui, après avoir pris notre carte, nous fit entrer dans le cabinet de son maître, en nous disant que celui-ci allait nous y rejoindre.

En attendant, nous pûmes inspecter la pièce où il se livre à ses travaux quotidiens et qui n'offre d'ailleurs rien de remarquable. Au milieu du panneau faisant face à la porte d'entrée, une cheminée de marbre gris, à veines blanches, où brûlait un feu de coke. Sur la cheminée une pendule et deux flambeaux de bronze. Tout autour de la pièce, des sièges couverts de moleskine verte : un canapé, quatre fauteuils et trois chaises. Devant la fenêtre, un bureau d'acajou à quatre tiroirs, chargé de livres, de brochures, au milieu desquels nous remarquons une main de papier blanc, des porte-plumes (la plume allongée du modèle Blazy, n° 234), des crayons bleus et rouges, etc.

Alfred X., interrompant malheureusement notre inspection. Il était venu d'un pantalon sombre et d'une veste de flanelle bleue strictement boutonnée, ce qui ne nous permit pas de constater la couleur du gilet, et chaussé de pantoufles en maroquin rouge légèrement éculées. Bien que nous n'eussions pas l'honneur de le connaître et qu'il dût deviner nous un adversaire politique, il nous reçut avec bonne grâce, le sourire aux lèvres et la main tendue. Après nous avoir fait asseoir près de lui, il nous déclara qu'il était de l'école de M. de Bismarck, qu'il n'aimait pas la politique surnoise, qu'il jouait toujours cartes sur table, et que, n'ayant rien à cacher, il répondrait sans réticences, sans embarras, à toutes nos questions.

Puisqu'il en est ainsi, monsieur le député, soyez assez bon pour me dire comment vous envisagez la situation du gouvernement devant la Chambre actuelle.

— Je crains qu'elle ne soit plus difficile que devant l'ancienne Chambre, le nombre des membres de l'opposition s'étant considérablement accru et les sentiments bien connus de ces derniers permettant de penser qu'ils voteront souvent contre le ministère.

— Si l'extrême-gauche se joint à eux pour un vote important, qu'arrivera-t-il ? — Le cabinet sera en minorité. Or, voyez-vous, avec le régime parlementaire, un cabinet qui n'a pas de majorité a bien de la peine à vivre.

— Si M. Brisson est renversé, qui lui succédera ? — J'ai mes idées à cet égard ; mais comme elles ne sont peut-être pas conformes à celles qui prévalent, je crois devoir les garder pour moi : vous comprendrez, j'en suis sûr, cette réserve.

— Je la comprends et je l'approuve. Que pensez-vous de l'affaire du Tong-King ?

— Qu'il faut se garder de la traiter légèrement, et qu'on doit la résoudre conformément aux véritables intérêts du pays.

— Ce langage vous honore.

— Il est sincère... Trois solutions se présentent : occuper le Tong-King, l'évacuer sans délai, ou l'évacuer graduellement, en y adoptant un nouveau *modus vivendi*. Je ne sais laquelle on nous proposera ; je suis convaincu que ce sera la plus sage.

— Mais, vous, monsieur le député, comment votez-vous ?

— Comme le groupe auquel j'ai l'honneur d'appartenir.

— Et comment pensez-vous que vote votre groupe ?

— Suivant sa conscience.

— Etes-vous partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ?

— Je le suis sans l'être. Sur ce point vous me permettrez de vous répondre avec moins de netteté, car la conduite à tenir dans une affaire aussi délicate doit être inspirée par les circonstances.

Un électeur de son département ayant fait passer sa carte à Alfred, qui n'osa pas le faire attendre un instant, je dus me lever sans pouvoir pousser plus loin mon interrogatoire.

Mais l'éminent député m'en avait dit assez pour que le compte rendu, rigoureusement exact, de notre entretien offre à nos lecteurs un vif intérêt.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que nous leur communiquons les appréciations de cet homme politique à titre de pur document, et sans en prendre, à aucun degré, la responsabilité.

INVIDUS.

La lettre suivante vient d'être adressée aux électeurs de la Corse par les quatre députés que le vote de la majorité républicaine a invalidés il y a huit jours :

Paris, 11 décembre 1885. Chers concitoyens,

Vous connaissez l'injure faite le 5 décembre au suffrage universel et à la Corse par la majorité républicaine de la Chambre des députés.

C'est avec indignation que toutes les contrées de France ont accueilli le vote qui a déchiré le mandat de vos quatre représentants.

Comment répondez-vous à cet outrage ? Les électeurs qui ont voté pour nous le 18 octobre malgré la pression officielle la plus scandaleuse sont prêts, nous le savons, à relever l'audace de celui qui leur a jeté par les détracteurs de notre département.

Un de nous a déjà eu l'occasion de braver des provocations de même nature. Les scrutins qui ont sans cesse renouvelé son mandat depuis quinze ans ont été d'énergiques manifestations de vos sentiments politiques.

Le prochain scrutin vous fournira l'occasion de protester avec éclat contre la mesure inique qui vous a frappés dans nos personnes.

Il sera le précurseur de celui par lequel la France, délivrée des hommes qui l'oppriment et l'exploitent, fera expier au régime actuel ses violences et son mépris pour la volonté nationale.

GAVINI — Jacques ABBATTUCCI — comte Alfred MULTÉDO — H. de MONTEFAL.

Cette énergique protestation contre l'inique décision d'une majorité de sectaires sans pudeur et sans conscience ne peut manquer de produire un grand effet sur les populations auxquelles elle est adressée.

hostile au régime actuel, et l'insulte faite au suffrage universel par les séides de MM. Jules Ferry et Allain-Targé tournera à leur confusion. M. Emmanuel Arène rentrera dans l'ombre, d'où l'avait fait sortir son illustre patron Gambetta, et les noms des quatre signataires de la lettre ci-dessus sortiront de l'urne électorale entourés du prestige d'une double victoire !

Nous comprenons qu'on soit bête, nous comprenons qu'on soit haineux : la bêtise et la haine vont bien souvent de compagnie ; mais nous ne comprenons pas qu'on pousse la haine et la bêtise aussi loin que l'a fait la municipalité marseillaise.

On sait que S. M. l'impératrice Eugénie a donné généreusement à la ville de Marseille sa propriété du Pharo, pour être transformée en hôpital, après que deux décisions judiciaires eurent reconnu qu'elle en était véritablement propriétaire.

Or, voici que la ville s'est refusée à payer les frais d'enregistrement de ces deux jugements !

Quoi ! non seulement on vous donne une propriété valant plusieurs millions, mais en plus les procès intentés à ce propos donnent gain de cause à la Donatrice, et vous voulez que ce soit elle qui paye les frais ! Comme l'impératrice n'acceptait pas cette prétention ridicule, on a vu cette chose stupide et haineuse : l'impératrice poursuivie, et des oppositions mises sur les loyers de tous ses immeubles !

Ce conflit vient de prendre fin. La municipalité a compris tout l'odieux et tout le grotesque de la situation, et un compromis est intervenu entre le maire et l'enregistrement !

Nous voulons croire, pour l'honneur du peuple marseillais, qu'il aura pour la généreuse Donatrice ce qui manque à la municipalité : la mémoire du cœur.

Le général du Barail

Pour la troisième fois, depuis le 4 octobre, l'opposition conservatrice va soumettre demain ses candidats au suffrage des Parisiens.

Si chacun des six noms que les conservateurs opposent aux diverses listes républicaines représente, pour tous ceux que n'aveugle point la passion politique, une valeur éprouvée par de longs services rendus dans le passé — garantie de ceux que le pays serait fondé d'attendre d'eux dans l'avenir — il en est un surtout dont le choix serait, en laissant de côté toute question politique, un honneur pour Paris et lui ferait pardonner l'envoi à la Chambre de bien des nullités qu'on s'est donné à bon droit de voir venir un mandat législatif de cette capitale de l'esprit.

Le général du Barail est, en effet, un de ces officiers dont s'honore un pays ; un de ces hommes dont toute la carrière comme le faisait si justement remarquer M. Denys Cochin dans une précédente réunion — peut se résumer dans ce mot : Dévotion, et ce n'est pas sans tristesse que nous lui voyons opposer, sans que l'opinion se révolte, une autre officier dont le nom signifie : Indiscipline et Ambition.

Nous ne saurions trouver de plus éloquent argument en faveur du brave général du Barail que la publication de ses états de service.

Il est au service comme simple soldat à l'âge de dix-neuf ans, le 23 mai 1839, nous le trouvons brigadier le 30 octobre de la même année, sous-officier le 15 novembre 1840. Instruit, plein de bravoure et d'intelligence, il est nommé le 24 juillet 1842, sous-lieutenant au corps de cavalerie indigène du colonel Yusuf, en Algérie, et le 6 août 1843, n'ayant que quatre ans de service, il est décoré pour fait de guerre, après s'être distingué à la prise de la Smalah d'Abd-el-Kader. Lieutenant le 11 septembre 1844, il est blessé à la bataille de l'Isly.

Captaine adjudant-major le 16 août 1848 au 1^{er} régiment de spahis, il avait, en moins de neuf années, parcouru la plus rapide carrière militaire, étant devenu, par son seul mérite de simple cavalier, capitaine dans son régiment.

En 1852, nous le retrouvons capitaine commandant le 1^{er} escadron du 1^{er} régiment de spahis. En cette qualité, il prend part, sous les ordres des généraux Yusuf et Pellissier à la répression de la révolte de Laghouat ; après la prise de la ville, il y est laissé comme commandant supérieur et, quelques jours plus tard, le 6 janvier 1853, il passe chef d'escadron au 5^e hussards, mais est maintenu à son commandement de Laghouat.

Périlleuse et difficile position, s'il en fut, que celle qui était ainsi chargée un jeune officier de trente-trois ans. Tout était à créer dans ce poste, manquant de tout, n'ayant qu'une faible garnison et 192 blessés.

A propos de ce commandement du cercle de Laghouat, le maréchal Randon, dans ses intéressantes Mémoires, consacre au jeune officier les lignes suivantes, qui sont l'un des témoignages dont s'honore le plus aujourd'hui le général du Barail :

« Le commandement du nouveau cercle, dont Laghouat devait être le centre, exigeait de l'officier qui en serait chargé la réunion de qualités diverses. A un caractère prompt et décidé il devait joindre la prudence que commandait cette position éloignée. Ses préoccupations devaient s'appliquer aussi bien à la question militaire qu'à celles qui touchent à la politique et au commerce. Le choix porta sur le capitaine du Barail, du 1^{er} de spahis, apprécié déjà pour sa brava aussi bien que pour la connaissance qu'il avait des affaires arabes, et la confiance mise en lui fut pleinement justifiée. »

M. du Barail conserva jusqu'en septembre 1855 son commandement de Laghouat. En 1854, il avait été promu lieutenant-colonel au 9^e hussards, à la suite d'un brillant combat livré à une fraction importante de la tribu puissante des Ouled-Nails, révoltés ; mais comme on désirait le maintenir à son poste de Laghouat, on le mit à l'activité hors cadres.

En septembre 1855, le lieutenant-colonel du Barail passa au 1^{er} de chasseurs d'Afrique, pour commander les quatre escadrons de ce régiment, resté en Algérie pendant la guerre d'Orient. Lors de la formation du beau régiment d'élite des chasseurs à cheval de la garde impériale, M. du Barail y fut appelé et y entra avec son grade, en avril 1856. Le 30 décembre 1857, il fut nommé colonel du 1^{er} régiment de cuirassiers, à Versailles, et le 12 janvier 1860 il prit le commandement du 3^e de chasseurs d'Afrique, à Constantine. En 1862, il conduisit au Mexique le 2^e régiment de marche de cavalerie, et commença avec lui la campagne. Le 2 juillet 1863, il est nommé général de brigade et prend le commandement de la brigade de cavalerie du corps expéditionnaire.

A son retour en France, en 1864, le général reçut le commandement de la 1^{re} brigade de cavalerie de la garde impériale (chasseurs et guides). Promu général (chasseurs et guides), le 23 mars 1870, peu de temps avant la déclaration de guerre à la Prusse, membre du comité de cavalerie, inspecteur général en Algérie, il fut mis à la tête de la première des quatre divisions de la réserve de cavalerie à Lunéville ; avec cette division il fit la campagne de 1870, prit une part active aux combats autour de Metz et dirigea quelques reconnaissances hardies, entre autres vers Pont-à-Mousson, d'où il chassa les Prussiens et qui permit au maréchal Canrobert de passer avec son infanterie et de rejoindre l'armée devant Metz.

Le 16 août, la 1^{re} brigade de la division du Barail ayant été désignée pour escorter l'Empereur à l'armée de Sedan, le général, resté avec le 2^e régiment de chasseurs d'Afrique, prit une part importante et des plus vigoureuses au brillant combat de cavalerie livré à Gravelotte, à l'aile droite. Dans cette affaire, le 2^e chasseurs perdit le tiers de son monde. Prisonnier le 23 octobre, à la capitulation de Metz, le général fut envoyé en Allemagne. A son retour en France, il prit part à la répression de la Commune. Il reçut le commandement du 3^e corps et le conserva jusqu'au jour où il fut nommé ministre de la guerre (24 mai 1873). Il avait été nommé membre du conseil supérieur de la guerre par M. Thiers, dès la création de cette commission et avait reçu, le 20 avril 1871, la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur.

Comme ministre, le général du Barail a pris beaucoup de mesures ayant pour l'armée une haute portée et a fait promulguer plusieurs lois importantes. On lui doit la création de 18 régiments d'infanterie, 14 de cavalerie et 8 d'artillerie ; celle du 18^e corps d'armée de France et d'un 19^e en Algérie ; la réorganisation de la garde républicaine, une loi sur les nouveaux forts de Paris et sur le service religieux dans l'armée de terre.

Après avoir tenu un an la portefeuille de la guerre, le général du Barail prit le commandement du 9^e corps à Tours, commandement qu'il quitta en 1878 lors de sa mise en disponibilité après quarante-deux années de services effectifs sans interruption, 34 campagnes, une blessure et huit citations aux armées d'Afrique et du Mexique.

Si peu d'officiers ont eu un avancement plus rapide ; combien en est-il qui puissent justifier de l'avoir mieux mérité ? Si, comme soldat, le général du Barail, une carrière brillante et bien remplie, les lignes fléchies que consacre à ses capacités d'administrateur le maréchal Randon sont la meilleure des garanties.

En envoyant à la Chambre le général du Barail, la ville de Paris, nous le récompensons, s'honorant elle-même en rendant hommage à un des serviteurs les plus dévoués du pays. Elle aurait en même temps un représentant capable de défendre les intérêts de l'armée compromise, un député qu'un long séjour en Afrique a assoupli à l'étude des questions coloniales... et combien ne nous en faudrait-il pas de ces députés-là ?

vous aussi bien que pour la connaissance qu'il avait des affaires arabes, et la confiance mise en lui fut pleinement justifiée. »

M. du Barail conserva jusqu'en septembre 1855 son commandement de Laghouat. En 1854, il avait été promu lieutenant-colonel au 9^e hussards, à la suite d'un brillant combat livré à une fraction importante de la tribu puissante des Ouled-Nails, révoltés ; mais comme on désirait le maintenir à son poste de Laghouat, on le mit à l'activité hors cadres.

En septembre 1855, le lieutenant-colonel du Barail passa au 1^{er} de chasseurs d'Afrique, pour commander les quatre escadrons de ce régiment, resté en Algérie pendant la guerre d'Orient. Lors de la formation du beau régiment d'élite des chasseurs à cheval de la garde impériale, M. du Barail y fut appelé et y entra avec son grade, en avril 1856. Le 30 décembre 1857, il fut nommé colonel du 1^{er} régiment de cuirassiers, à Versailles, et le 12 janvier 1860 il prit le commandement du 3^e de chasseurs d'Afrique, à Constantine. En 1862, il conduisit au Mexique le 2^e régiment de marche de cavalerie, et commença avec lui la campagne. Le 2 juillet 1863, il est nommé général de brigade et prend le commandement de la brigade de cavalerie du corps expéditionnaire.

A son retour en France, en 1864, le général reçut le commandement de la 1^{re} brigade de cavalerie de la garde impériale (chasseurs et guides). Promu général (chasseurs et guides), le 23 mars 1870, peu de temps avant la déclaration de guerre à la Prusse, membre du comité de cavalerie, inspecteur général en Algérie, il fut mis à la tête de la première des quatre divisions de la réserve de cavalerie à Lunéville ; avec cette division il fit la campagne de 1870, prit une part active aux combats autour de Metz et dirigea quelques reconnaissances hardies, entre autres vers Pont-à-Mousson, d'où il chassa les Prussiens et qui permit au maréchal Canrobert de passer avec son infanterie et de rejoindre l'armée devant Metz.

Le 16 août, la 1^{re} brigade de la division du Barail ayant été désignée pour escorter l'Empereur à l

établissement, actuellement l'un des plus considérables de France, l'industrie du peignage mécanique de la laine était absolument à ses débuts. Il développait, avec le concours de MM. Lefebvre-Ducatteau, ses associés, cette importante industrie et il sut constamment la maintenir à la hauteur de tous les progrès.

La vie de M. Amédée Prouvost, qui était une des sommités du parti conservateur dans le département du Nord, a été une vie de travail et de dévouement. Il était respecté et aimé de ses nombreux ouvriers, pour qui il témoignait toujours d'une ardente sollicitude.

M. Prouvost était chevalier de la Légion d'honneur et avait fait longtemps partie du conseil municipal de Roubaix.

Aussitôt que lui est parvenue la nouvelle de l'épidémie cholérique qui a frappé certaines communes du Finistère, le comité de secours aux familles des victimes du choléra, qui a son siège au Crédit foncier de France, s'est empressé d'envoyer des secours relatifs à l'importance des maux de ces communes. Le comité a, en outre, demandé au préfet du Finistère de l'aviser dans le cas où le fléau frapperait d'autres localités.

Ne sutor vii rē crepidam, autrement dit : qu'on ne charge de l'achat des tableaux qu'il convient d'enrichir nos collections du Louvre des gens qui sachent distinguer une image d'épinal des toiles de Raphaël. Nous avons parlé ici de six tableaux de maîtres anciens qui avaient été achetés par M. Turquet pour notre musée national et que ces tableaux avaient été reconnus apocryphes. Mais ce que l'on ignore, c'est le mal que M. Turquet s'est donné pour acquérir ces tableaux ridicules.

En effet, le budget du gouvernement ne permettant pas de sacrifier la moindre petite somme pour les beaux-arts, le bouillant sous-secrétaire d'Etat, sans perdre son temps à solliciter l'avis des juges compétents, s'est rendu d'abord chez M. de Rothschild, puis chez d'autres riches particuliers et arriva à récolter la somme nécessaire à l'achat des fameux tableaux... soit cent cinquante mille francs.

On sait qu'avant leur admission au Louvre, les tableaux doivent, suivant l'usage, subir l'examen du conservateur du musée. Or, jugez de la stupeur et du désappointement de M. Turquet lorsque les juges déclarèrent que trois des tableaux ne valaient rien, et que les trois autres n'étaient même pas dignes de figurer sur la cimaise !

Les souscripteurs, on l'avouera, ne sont pas enchantés d'avoir donné de l'argent au gouvernement pour acheter des croûtes à un prix fou.

Les généreux amateurs auraient certainement, s'ils avaient vérifié la valeur des tableaux, préféré distribuer des secours aux pauvres, qui les auraient bénis.

Parmi les malades qui sont actuellement en traitement chez M. Pasteur se trouve le fils de M. Meissonier.

M. Meissonier passe presque toute l'année avec son fils dans une propriété qu'il possède à Poissy.

Depuis quelques temps, un énorme mollasse, auquel était confiée la garde du jardin de l'artiste, donnait des signes manifestes d'hydrophobie. Il y a quelques jours, la rage se déclara, furieuse, et l'animal se jetant sur son jeune maître le mordit au poignet, puis mordit également une femme au service de M. Meissonier.

Le chien fut immédiatement abattu ; et M. Meissonier fils vint réclamer pour lui et pour sa domestique les soins de l'illustre savant.

A la suite d'un article paru dernièrement dans le *Gil Blas* et jugé offensant par M. le marquis de Spinosa, ce dernier a envoyé M. Paul Solège et M. le marquis Dusmet demander réparation par les armes à M. Paul Mahalin, auteur de l'article.

Les conditions de la rencontre ayant été réglées, M. le marquis de Spinosa et ses témoins se sont rendus hier à l'heure indiquée sur le terrain choisi. Ils y ont trouvé MM. Fernand Xau et Baillien Chesneau, témoins de M. Mahalin, qui leur ont déclaré qu'ils étaient dans la douloureuse obligation de constater l'absence de leur client.

M. Paul Mahalin, après avoir, la veille, accepté les conditions du combat, leur avait adressé au dernier moment une lettre déclinant la rencontre.

Après avoir lu cette lettre imprévue, sur le terrain, à MM. Paul Solège et le marquis de Dusmet — en ajoutant qu'ils la jugeaient avec la plus extrême sévérité — MM. Fernand Xau et Baillien Chesneau se sont mis personnellement à la disposition de M. le marquis de Spinosa.

Les témoins de M. Spinosa ont cru devoir refuser cette substitution. Et le combat a fini... faute de combattants. Comme suite naturelle de *Gil Blas* — pour ne pas dire plus — le *Gil Blas* déclare, ce matin, que M. Paul Mahalin cesse de faire partie de sa rédaction.

Une rencontre a eu lieu hier en Belgique entre M. Alfred Latour, capitaine des sapeurs-pompiers à Mézières, et M. Ferrère, rédacteur en chef du *Courrier des Ardennes*.

Après un engagement qui a duré environ quinze minutes, M. Latour a reçu dans le côté droit un coup d'épée qui l'a mis dans l'impossibilité absolue de continuer le combat.

On sait que la rue de Tivoli a été baptisée par nos conseillers municipaux et s'appelle maintenant la rue d'Athènes. Or, savez-vous pourquoi ? C'est parce que ces messieurs ont cru que Tivoli représentait une victoire du premier Empire.

Ils ont confondu Tivoli avec Rivoli ! C'est un comble !

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 12 DÉCEMBRE
En France, le temps reste au beau et au froid ; excepté vers le littoral où une hausse de température est probable.
A Paris, le beau temps va continuer.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS
MANGCHE. — Vent faible ; mer belle.
Océan. — Vent faible ; mer belle.

MÉDITERRANÉE. — Vent faible ; mer belle.

Aujourd'hui, 12 décembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :
A sept heures du matin... — 2 5/8
A onze heures du matin... — 0 5/8
A deux heures du soir... — 2 3/8
Température la plus basse de la nuit... — 3 3/8
Le baromètre est à 770 millimètres 5.

L'Emprunt de la Ville

Voici la délibération que la commission de l'emprunt de la Ville vient de soumettre à la sanction du conseil municipal de Paris :

Le Conseil,
Vu sa délibération, en date du 7 août 1885, relative à la création de ressources extraordinaires pour l'exécution de grands travaux ;
Vu le mémoire de M. le préfet de la Seine en date du 4 novembre 1885 ;
Sur le rapport de sa commission de l'emprunt ;
Délibère :

1° Que l'emprunt sera fait au moyen de l'émission d'obligations municipales ;
2° Que ces obligations rapporteront 12 francs d'intérêt annuel et seront remboursables au pair de 400 francs ;
3° Qu'il sera créé des lots d'une valeur de 1 million par an, qui seront attribués par voie de tirage au sort dès l'année 1886 ;
4° Que la durée de l'amortissement de l'emprunt ne pourra pas excéder soixante-quinze ans à partir de 1897 ;
5° Qu'une commission de trois membres, nommée par le conseil municipal et choisie dans son sein, réglera, d'accord avec le préfet, le cahier des charges à soumettre au conseil, et arrêtera, au moment de l'émission, le prix des obligations.

Ajoutons que cet emprunt (de 250 millions de francs) doit être partagé en douze émissions variant de 10 à 40 millions.

La première, qui serait de 20 millions, aurait lieu au printemps de l'année prochaine.

Nous espérons que le conseil municipal adoptera ce projet dans son ensemble : c'est la seule manière de permettre à la Ville d'ouvrir quelques grands chantiers et d'atténuer ainsi la crise qui sévit, depuis si longtemps déjà, sur les ouvriers du bâtiment.

Un de nos amis, maire d'une commune d'un département très peu éloigné de Paris, nous adresse la lettre humoristique suivante que nous recommandons au surexcité Allain-Targé :

Monsieur le Directeur,
Je lis dans la *Patrie*, avec une vive surprise, que la majorité de la Chambre, obéissant à M. le ministre de l'Intérieur, a refusé de voter un ordre du jour portant ceci :

« Les maires ont les mêmes droits que les autres citoyens. »

Je suis maire, monsieur, et je vous avoue que si j'avais pu garder jusqu'à ce jour le moindre doute sur la lucidité d'esprit de M. Allain-Targé et de ceux qui le suivent, la séance dont le journal m'apporte le compte rendu suffirait à m'éclairer. Croyez bien que mon écharpe ne me rend pas plus orgueilleux qu'il ne le fait ; mais enfin, quand on vient me dire que je n'ai pas les mêmes droits que les autres citoyens, je crois qu'un droit me reste du moins : c'est celui de trouver une belle proposition parfaitement insolente. Comment ! mes concitoyens m'ont élu, ils ont mis en moi leur confiance jusqu'à me charger de leurs intérêts communs, et l'on en conclut que je suis leur inférieure ! M. d'autres termes, mes concitoyens m'ont élevé, et le gouvernement prétend que cela me rabaisse !

C'est de la folie pure !

Je vous avoue, monsieur, que j'aurais un vrai plaisir à écrire à M. Allain-Targé, pour l'engager à se faire soigner. Mais je sais ce qu'il me répondrait : il me destituerait simplement, sous prétexte qu'un maire, étant privé d'une foule de droits, n'a pas celui, qu'aurait le premier venu, de dire qu'un fol est un fol — et je serais moi-même de fournir sans nécessité à notre petit tyran l'occasion de frapper un magistrat conservateur.

Je m'abstiens donc d'exprimer mes observations au gouvernement, et je vous prie, monsieur, dans le cas où vous jugeriez à propos de publier la réflexion que je vais vous transmettre, de vouloir bien effacer mon nom et celui de ma commune.

Voilà l'affaire !
A l'extrémité de la commune que j'administre, se trouve le hameau de..., que vous connaissez. Ce hameau est coupé en deux par un chemin qui sépare ma commune de celle de Saint-P....

Or, qu'a dit M. le ministre de l'Intérieur ? Il a dit qu'un maire pouvait prêter son concours électoral à ses amis et faire de la propagande en faveur de ses idées, dès qu'il était hors du territoire de sa commune ; mais que, du moment qu'il était dans sa commune, il se devait tout aux idées du gouvernement.

Eh bien ! voyez où me conduit cette doctrine officielle.

Je me suppose, en un temps de période électorale, dans ce hameau que vous savez, et sur le chemin qui sert de limite aux deux communes. Sur le revers méridional de ce chemin, je me trouve dans ma commune à moi, et je parle en ces termes à mes administrés : « Vous savez, mes amis, que c'est demain que l'on vote ; je n'ai pas besoin de vous rappeler l'affection que vous devez à notre chère République ; n'écoutez pas les réactionnaires, mais votez tous, comme un seul homme, pour les candidats de M. le préfet... »

Cela dit, je traverse le chemin, et m'adressant aux habitants de la commune d'en face : « Messieurs, si vous avez eu le malheur d'entendre ce que je disais à vos voisins, faites comme moi, n'en croyez pas un mot. Je mentais comme un vulgaire Jules Ferry, parce que je parlais comme maître. Mais au milieu de vous je ne suis plus qu'un citoyen et je reprends mes opinions : n'écoutez pas les réactionnaires, votez tous, comme un seul homme, pour les candidats conservateurs... »

Voilà le rôle que daigne m'imposer le ministre de l'Intérieur. Il veut que je mène de

front des affaires contraires, comme Don Juan, et que je change de couleur rien qu'en traversant un chemin.

C'est trop me quer des maires ; c'est les outrager d'une façon par trop indécente. Je voudrais donc bien que M. Allain-Targé sût ce qu'un maire pense de lui. Mais je ne peux pas le lui dire moi-même. Veuillez agréer, monsieur le directeur...

X., maire

LA COMMISSION DES CREDITS

Voici le résumé de la séance tenue hier par la commission :

M. Andrieux demande que le rapport ne se désintéresse pas du passé. Il faut que les responsables soient indiqués.

Il aura ensuite à discuter le moyen de sortir d'affaire. Quel sera-t-il ? M. Andrieux dit que, quant à lui, il n'est pas pour l'évacuation immédiate, mais pour une liquidation.

Il faut y mettre des formes : il faut séparer la question de confiance de la question du Tong-King. La question ministérielle ne doit pas être posée. Dans cette pensée, M. Andrieux dit qu'on pourrait proposer de voter la motion des crédits demandés, c'est-à-dire une provision pour six mois, afin d'indiquer qu'on attend du gouvernement un plan d'évacuation qu'il pourra préparer pendant ce délai.

M. Granet n'est pas éloigné de se ranger à l'avis de M. Andrieux, mais il croit qu'il faudrait préalablement prendre l'avis du gouvernement et savoir s'il n'accepterait pas une solution quelconque.

M. Casimir Perier. — Il est inutile d'entendre de nouveau le gouvernement. Il a déclaré qu'il ne voulait pas abandonner le Tong-King, et il ne modifiera pas sa résolution.

M. Andrieux rappelle que le ministre de la guerre a dit qu'il fallait faire une station navale au Tong-King. Il peut donc revenir sur son appréciation.

M. de la Porte dit qu'il est inutile, quand on se prononce contre l'occupation définitive, d'éviter de prononcer le mot d'évacuation. On est, en réalité, partisan de l'évacuation ; alors, qu'on le dise. Quant à lui, il est contre l'évacuation et il le dit.

M. Feliens. — Il faut écarter toute équivoque et être parfaitement net de part et d'autre. Il faut éviter tout ce qui pourrait donner à l'opinion cette impression qu'on cherche à ruser et à équivoquer. Je ne m'occupe pas de la question ministérielle. La situation est dominée par des intérêts patriotiques. Maintenant, quelle est notre tâche ? Quelle est l'étendue du mandat de la commission ? D'abord, je crois que le mouvement d'opinion qu'on invoque contre mes amis et moi dans cette question est purement factice. Ensuite, j'ai une conviction parfaite. Celle-ci, assurée, je suis convaincu que le gouvernement n'est pas disposé à répondre aux intérêts les plus chers du pays. Si l'on veut en outre, moi, elle me jugera, mais elle n'opprimera pas ma conscience.

Quant au mandat de la commission, ce n'est assurément pas de se substituer au gouvernement. Ce qu'elle doit au gouvernement et au pays, c'est l'idée générale d'une solution. Mais, dans le cas de sa compétence. Nous devons nous en tenir à ce que nous avons apporté d'après la doctrine que nous avons apportée toute la tâche pour prendre les mesures qu'inspire l'intérêt du pays dans le règlement de l'affaire du Tong-King.

Elle bien ! nous sommes deux partis en présence. Les uns veulent conserver le Tong-King et y créer un établissement colonial. Les autres pensent que la création de cet établissement serait une charge énorme pour un budget déjà en déficit. Ils pensent, en outre, que nous allons faire une petite colonie à la porte d'un empire qui est en train de s'écrouler et qui, demain peut-être, sera tombé et qui, dans ce cas, ne nous laisserait que des débris.

Je me prononce d'une manière précise contre toute solution qui tendrait à la création d'un établissement colonial, contre toute mesure qui serait autre chose qu'une liquidation rapide.

M. Thomson demande à M. Pelletan dans quelle limite il accepterait le vote d'une provision de crédits.

M. Pelletan répond qu'il accepterait une provision quelconque pour l'entretien de nos troupes, à condition qu'il fut bien entendu qu'elle ne servirait en aucun cas au maintien indéfini de l'occupation.

M. Casimir Perier dit que ce qu'il demande, c'est que, si l'on adopte une motion rétrograde, il soit bien entendu que le gouvernement se déclare devant la commission que la Chine prendrait, dans ce parti du traité de Tien-Tsin et quelle l'exécution loyale.

Il est procédé au scrutin pour la nomination du premier de ces rapporteurs :

Votants, 30. — Bulletins blancs, 1.

Majorité absolue... 15

MM. Camille Pelletan... 17 Elu.

Andrieux... 7

Ballue... 5

Blancs... 1

M. Ballue demande que ses amis et lui soient autorisés à porter au rapporteur une déclaration très nette et très précise, très concise des opinions qu'ils ont soutenues dans la commission.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Granet croit que le gouvernement s'est trompé. Il paraît certain, au contraire, que la Chine prendrait, dans ce parti du traité de Tien-Tsin et quelle l'exécution loyale.

Un incident est soulevé par la lecture d'une lettre de M. Tondy, député de l'Ain, qui demande à être entendu par la commission au sujet de la Société financière dont il a été question hier.

M. Perin propose qu'on entende M. Tondy. M. Pichon combat cette proposition en rappelant que, dans des circonstances analogues, la commission a décidé qu'elle n'entendrait pas M. Bavier-Chauffour.

La proposition de M. Pichon, mise aux voix, est adoptée.

M. Tondy ne sera pas entendu.

La discussion s'est ensuite engagée sur la question de Madagascar.

MM. Granet et Bancel sont prononcés pour l'adoption des crédits demandés par le gouvernement et pour leur application à la politique qu'il indique.

MM. Hubbard et Perin ont soutenu le rejet des crédits parce qu'ils impliquent la continuation des opérations. M. Hubbard demande seulement le vote d'une provision pour l'entretien des troupes.

M. Rochefort a demandé également le rejet des crédits et l'évacuation immédiate. On a ensuite procédé au vote. Il y a eu deux tours de scrutin.

Après premier tour, M. Granet a obtenu 13 voix, M. Perin 6, M. Hubbard 6, M. Julien 1 et M. Ballue 1.

Après deuxième tour, M. Hubbard a obtenu 15 voix, et M. Granet 9.

M. Hubbard a été élu.

On ne peut pas que ces deux rapports puissent être lus à la commission avant mardi.

Ils seraient donc déposés ce même jour sur le bureau de la Chambre. Ils ne pourront pas être distribués avant lundi au plus tôt. La discussion ne s'ouvrira donc en séance publique que lundi en huit, 21 décembre.

Le rapport de M. Andrieux

La Justice extrait du rapport fait par M. Andrieux au nom de la sous-commission diplomatique les trois dépêches suivantes du général de Courcy :

Première dépêche

Le général de Courcy à ministre des affaires étrangères

Hanoi, 26 juin 1885.

J'ai écrit au ministre de la guerre pour lui demander de m'être à ma disposition les troupes nécessaires, françaises et annamites. J'ai la conviction que toute réduction ne pourra qu'entraîner un résultat funeste, la non-pacificité définitive après la campagne 1885-1886. On sera obligé de s'occuper de l'évacuation pour les colons et en argent.

Je vous prie d'agréer, etc.

Signé : DE COURCY.

On voit que ce n'est pas le général de Courcy qui a conseillé au gouvernement la réduction à 3,000 hommes du corps d'occupation.

Deuxième dépêche

Le général de Courcy au ministre des affaires étrangères

Hue, le 21 juillet 1885.

L'occupation du Tonkin, bien qu'ayant fait des progrès, est encore à faire. Elle doit être considérée comme très difficile au présent et toujours incertaine à l'avenir. Par un article du traité Pétrelle, nous nous engageons à assurer la sécurité de la frontière si étendue qui nous sépare de la Chine. Pour y accéder, nous aurons de grandes difficultés à surmonter et plus encore pour nous y maintenir. Il y aura donc de ce côté une épreuve de Danoubes toujours suspendue. La Chine est un pays qui deviendra redoutable, nous sera toujours un voisin incommode et fort exigeant au Tonkin, il nous englobera de toutes parts.

Je vous prie d'agréer, etc.

QUITTER LE TONKIN, ou tout au moins ce que nous possédons et vouloir posséder au-dessus du Delta ; nous emparer de l'Annam qui, bien administré, avec les économies qu'on pourra réaliser par le rapatriement de l'armée sera pour nous une acquisition coloniale d'une bien autre valeur.

La Chine, dans ces conditions, devient une quantité négligeable ; tout au plus pourra-t-elle nous forcer à évacuer complètement le Delta. Autant, comme soldat, je trouve que la France a sur les épaules un bien grand fardeau en voulant s'emparer du Tonkin et le maintenir en sa possession, autant, comme soldat, je me ferais fort de garantir le territoire du royaume d'Annam.

Au point de vue industriel et commercial, tout est facile dans ce dernier pays. Au Tonkin, ce ne sera qu'en dépensant des sommes énormes qu'on arrivera à un résultat, le bonheur durable qu'à la condition d'une paix profonde.

Je termine en vous priant de vouloir bien réfléchir s'il ne vaudrait pas mieux tenir entre nos mains un fort gage imprenable pour la Chine que de continuer à courir après une conquête qui nous a enlevé bien des hommes et nous coûtera encore bien cher sans être certain d'être durable.

Veillez, etc., etc.

Signé : DE COURCY.

Troisième dépêche

Général de Courcy à M. le ministre de la guerre

Hue, le 2 août 1885.

À vouloir conquérir et occuper solidement, avec nos propres troupes, les points extrêmes du Tonkin, Luang, That-Khé, Cao-Bang, Thuy-Nang, etc., nous aurons jeté de grosses sommes énormes, prodigieuses sang français et compromis gravement le sang de nos soldats. Continuer ce système, l'étendre à Lao-Kay, sous prétexte de nous ouvrir cette trop fameuse voie de pénétration par laquelle rien n'a jamais passé et ne passera jamais, serait commettre une faute monumentale d'autant plus grossière et impardonnable que les terribles leçons d'une expérience récente sont là pour nous en détourner.

Les régions véritablement productives du Tonkin s'arrêtent précisément aux points extrêmes de navigabilité des rivières pour nos canotiers à vapeur. Au-delà, c'est le vide, car je ne m'arrête pas aux richesses minières qui n'existent, je le crains, que dans l'imagination trop féconde de certains explorateurs ; c'est l'insalubrité redoutée par le Tonkinois aussi bien que par le Chinois ; c'est un enchevêtrement de torrents, tantôt à ses, tantôt impétueux et de montagnes inextricables.

Signé : DE COURCY.

La Justice emprunte en outre au rapport de M. Andrieux le document suivant :

PROJET DE CRÉATION

D'UNE GRANDE CÔTE FÉRIÈRE DE L'ÉTAT DANS L'INDO-CHINE

Article 1er. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, au nom de l'Etat, concède à la Société française de l'Indo-Chine, représentée par MM. XXX, qui acceptent :

1° La concession pendant quatre-vingt-dix-neuf ans de toutes les terres, forêts et mines vacantes de la Cochinchine, de l'Annam, du Tong-King et du Cambodge, ayant un caractère domaniaux.

2° Le droit exclusif :

a) D'établir au Tong-King, dans l'Annam et le Cambodge, une Banque d'émission, de prêt et d'économie, jouissant des droits et privilèges conférés à la Banque de l'Indo-Chine par le décret du 21 janvier 1875 ;

b) De construire et d'exploiter les voies ferrées dont le gouvernement français ordonne l'établissement ;

c) D'exploiter les lignes de navigation maritimes et de navigation sur les voies fluviales, les ports, canaux, docks et entrepôts qui pourraient être nécessaires ;

3° Le recouvrement en espèces et en nature, conformément à la loi antérieure de l'impôt foncier et la réalisation en espèces pour le compte de l'Etat de la part pécuniaire en nature, moyennant une indemnité à fixer.

Ce projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

Le projet est accompagné d'une note de M. Ferry, écrite de la main du président du conseil et signée de ses initiales, constatant qu'il lui a été soumis par MM. Bozérian, sénateur ; Tondy, député ; Dietz-Moynier, sénateur ; le trésorier-payeur G... du Rhône, conduit par M. Dabry du Thiers.

tent les dépenses nécessitées par l'expédition du Soudan. 84 millions de francs : voilà ce qu'a coûté à l'Angleterre l'envoi du corps d'armée destiné à délivrer Gordon et dont le résultat a été ce que l'on sait ! Aussi le budget de 1885, tel qu'il avait été établi par le ministre Gladstone, laisserait-il un déficit, malgré l'income tax devenue nécessaire pour faire face aux folles dépenses dont nous venons de parler.

EN ORIENT

Bien que l'armistice entre les Serbes et les Bulgares ait, de fait, cessé d'exister, il est probable que les hostilités ne recommenceront point.

Les puissances font tous leurs efforts pour prévenir un nouveau conflit, et comme les belligérants ne sont pas autement désireux de renouveler la lutte, on peut considérer la paix comme établie.

Quant à la façon dont sera réglé le sort de ces peuplades, la question reste encore très incertaine. L'Autriche voudrait éviter à son protégé, le roi Milan, les conséquences de la défaite qu'il a essuyée, et on parle même d'une rectification de frontières du côté de Widdin : ce qu'on peut appeler un scandaleux encouragement à la révolte et au mépris des traités ! Mais la diplomatie moderne ne se pique pas d'être morale.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 12 DÉCEMBRE
(1 heure 15 soir.)

HUILE DE COLZA. — Calme.	
Dispon.	58 50 à 59 4 prem. 79 75 à 80
Courant.	58 50 à 59 4 mars. 61 à 61 25
Janvier.	59 à 59 50
HUILE DE LIN. — Ferme.	
Dispon.	53 75 à 54 4 prem. 53 50 à 54
Courant.	53 75 à 54 4 mars. 53 50 à 53 75
Janvier.	53 75 à 54
SPIRITUEUX. — Ferme.	
Dispon.	48 25 à 48 50 4 prem. 49 75 à 50
Courant.	48 25 à 48 50 4 mai. 50 50 à 50 75
Janvier.	49 à 49 50
Stock.	9,000 pipes
Circulation.	—
SUCRES — Ferme.	
Dispon.	45 70 à 46 4 prem. 47 50 à 47 62
Courant.	45 70 à 46 4 mars. 48 à 48 12
Janvier.	47 12 à 47 25 4 de mai. 48 62 à 48 75
Sucres bruts 88°.	
—	90°.
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—
—	—</

MOUVEMENT DES GARES ET BATEAUX
Bâtiments arrivés du 9 décembre :
sacs, ... balles et 198 paniers. — Liviérans :
sacs, ... balles et 300 paniers. — Stock :
6,247 sacs, ... balles et 5,978 paniers.

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

Déclarations de faillites

Jugements du 10 décembre 1885

DRIEU, menuisier, impasse St-Claude, 1.
Juge-commissaire, M. Soufflot.
Syndic provisoire, M. Châle, 7, boulevard St-Michel.

HEITZ, limonadier, boul. de Strasbourg, 68.
Juge-commissaire, M. Richemond.
Syndic provisoire, M. Beaujeu, 14, rue Chanoinesse.

SAGNIER fils, ancien marchand de vin, impasse Saint-Ambroise, 7, actuellement sans domicile connu.
Juge-commissaire, M. Bresson.
Syndic provisoire, M. Manger, 99, boulevard Saint-Germain.

Dame veuve COQUARD, ancienne marchande de vin, rue du Faubourg-St-Denis, 197, actuellement sans domicile connu.
Juge-commissaire, M. Bresson.
Syndic provisoire, M. Ponchelet, 12, rue Chanoinesse.

DÉCÈS

DU 9 DÉCEMBRE 1885

Premier arrondissement. — M. Buntzer, 75 ans, rue Turbigo, 3 bis. — Mme Mullet, 70 ans, place Dauphine, 14. — Mme Châle, 62 ans, rue Rambuteau, 74. — Mme Pouillet, 53 ans, rue Rambuteau, 106.

Troisième arrondissement. — Mme Simon, 34 ans, rue des Tournelles, 35.

Quatrième arrondissement. — Mme Vve Marand, 89 ans, place du Parvis-Notre-Dame, 1.

Cinquième arrondissement. — Mme Avril, 69 ans, bd Saint-Michel, 147. — Mlle Marcelle, 64 ans, rue Sévigné, 14. — M. Singla, 55 ans, rue des Ecoles, 17.

Sixième arrondissement. — Mlle Bachel, 49 ans, rue d'Assas, 21. — Mme Vve Bailly, 75 ans, rue Monsieur-le-Prince, 48. — Mlle Borgeaud, 34 ans, rue Cherche-Midi, 83.

Septième arrondissement. — M. Marcel, 62 ans, rue des Saints-Pères, 20.

Huitième arrondissement. — Mme Vve Brun, 75 ans, rue de l'Arce, 34.

Neuvième arrondissement. — Mme Vve Lavy, 89 ans, rue des Martyrs, 24. — Mlle Navoizat, 35 ans, rue Milton, 42.

Dixième arrondissement. — M. Bour, 15 ans, r. d'Enghien, 27. — M. Gengau, 75 ans, rue d'Alger, 47. — M. Boquet, 14 ans, rue Saint-Vincent-de-Paul, 23. — M. Thirion, 34 ans, rue du St-Sauveur, 19. — M. Rousseau, 62 ans, rue du Temple, 108. — M. Joubert, 42 ans, rue St-Sauveur, 88. — M. Morin, 37 ans, rue du St-Temple, 115.

Onzième arrondissement. — Mme Simon, 46 ans, rue des Trois-Couronnes, 40. — M. Pequeureux, 49 ans, rue du Chemin-Vert, 7. — Mme veuve Thomas, 69 ans, rue de la Roquette, 75. — Mme Vve Barbary, 76 ans, bd Voltaire, 81. — Mlle Masson, 65 ans, rue des Boulets, 85.

Douzième arrondissement. — M. Jannet, 73 ans, av. de Saint-Marcel, 101.

Treizième arrondissement. — M. Sorel, 69 ans, bd Saint-Marcel, 83. — Mme Petit, 54 ans, pge Ricaut, 6.

Quatorzième arrondissement. — M. Violand, 66 ans, av. du Maine, 109. — M. Baugé, 55 ans, rue des Plantes, 68. — M. Locat, 62 ans, rue l'Orchestre, 106. — Mlle Scheldewert, 92 ans, rue Ste-Eugénie, 22. — M. Dessirier, 76 ans, rue d'Alsace, 134.

Quinzième arrondissement. — Mme Vve Schneider, 64 ans, rue Lecourbe, 240.

Seizième arrondissement. — M. Fernier, 45 ans, rue du Point-du-Jour, 110. — Mme Leroy, 32 ans, rue Belles-Feuilles, 1. — M. Cadat, 43 ans, rue Van-Lo, 17.

Dix-septième arrondissement. — M. Bastendorff, 45 ans, rue Legendre, 194. — M. Auréli, 65 ans, rue Cardinet, 116. — M. Pluche, 62 ans, av. Wagram, 63. — Mme Junger, 41 ans, av. de Clichy.

Dix-huitième arrondissement. — M. Krieger, 50 ans, rue Duranton, 22.

Dix-neuvième arrondissement. — Mlle Proll, 49 ans, rue des Alouettes, 41. — Mme Châle, 62 ans, rue Lally-Tollend, 4. — M. Paquet, 66 ans, rue de Valenciennes, 1.

Vingtième arrondissement. — M. Lovetes, 41 ans, rue Bagnole, 9. — M. Robert, 75 ans, rue

Bagnole, 175. — Mme Vve Vély, 65 ans, rue Prieur, 13. — Mme Vve Chapelle, 66 ans, rue des Pyrénées, 401. — M. Hissdorf, 33 ans, r. Bisson, 23.

SOCIÉTÉ

DES

AUTEURS INÉDITS

ANONYME EN FORMATION

Capital : 200,000 francs

Divisé en 2,000 actions de 100 francs

qui ont mises au pair à la disposition du public.

JOUISSANCE : 15 JANVIER

(25 francs en souscrivant.)

25 francs au 1er juillet 1886.

25 francs au 1er juillet 1887.

25 francs au 1er décembre 1888.

L'action libérée par anticipation bénéficiera d'un 5/10.

La souscription d'une seule action donne droit à l'impession de tout ouvrage littéraire.

LES SOUSCRIPTIONS SERONT REÇUES

Jusqu'au 31 décembre 1885

Au siège de l'Administration des Auteurs

INÉDITS, 142, rue Montmartre, à Paris.

On peut envoyer les souscriptions par correspondance en les adressant personnellement à M. Paysant, directeur de la Société.

Toute demande de statuts doit être accompagnée d'un timbre.

Ceux qui vivent de la littérature savent ce qu'il en coûte pour percer. Tel quise fait aujourd'hui vingt, trente et même quarante mille francs de rentes avec ses livres, a dû d'abord leur donner leur pain après avoir perdu toutes les illusions des débuts.

tants; après avoir subi toutes les humiliations, toutes les privations, tous les déconforts, toutes les misères, tous les maux de ceux qui succombent à la peine avant d'entrer dans la carrière.

La Société qui se fonde épargnera aux débutants ces épreuves multiples.

La Société a installé son imprimerie, sa librairie et ses bureaux hôtel du journal la France, afin d'avoir tous ses services sous la main.

SOCIÉTÉ

DES

AUTEURS INÉDITS

ANONYME EN FORMATION

Capital : 200,000 francs

Divisé en 2,000 actions de 100 francs

qui ont mises au pair à la disposition du public.

JOUISSANCE : 15 JANVIER

(25 francs en souscrivant.)

25 francs au 1er juillet 1886.

25 francs au 1er juillet 1887.

25 francs au 1er décembre 1888.

L'action libérée par anticipation bénéficiera d'un 5/10.

La souscription d'une seule action donne droit à l'impession de tout ouvrage littéraire.

LES SOUSCRIPTIONS SERONT REÇUES

Jusqu'au 31 décembre 1885

Au siège de l'Administration des Auteurs

INÉDITS, 142, rue Montmartre, à Paris.

On peut envoyer les souscriptions par correspondance en les adressant personnellement à M. Paysant, directeur de la Société.

Toute demande de statuts doit être accompagnée d'un timbre.

Ceux qui vivent de la littérature savent ce qu'il en coûte pour percer. Tel quise fait aujourd'hui vingt, trente et même quarante mille francs de rentes avec ses livres, a dû d'abord leur donner leur pain après avoir perdu toutes les illusions des débuts.

NATIONS, 8 h. 1/2. — Notre-Dame-de-Paris.

CLUNY, 8 h. 1/2. — Mon Oncle!

DÉJAZET, 8 h. 1/2. — Régine.

CHATEAU-D'EAU, 8 h. 1/2. — La 1002^e Nuit.

BEAUMARCHAIS, 8 h. 1/2. — L'Assiette au Beurre.

EDEM-THÉÂTRE, rue Anber, près l'Opéra. — 8 h. 1/4. — Un Théâtre au Japon. — Spéranza.

HIPPODROME. — Clôture annuelle. — Réouverture au printemps.

CIRQUE D'HIVER. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Exercices équestres.

CIRQUE FERNANDO. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Spectacle varié.

FOLIES-BERGÈRE, 8 h. 1/2. — Tous les soirs, Divertissements, Pantomimes, Gymnastes.

EDORADO, boulevard de Strasbourg, 3h. — Concert varié.

CONCERT PARISIEN, 37, faubourg Saint-Denis, 10, rue de Valenciennes. — 8 heures. — Tous les soirs, spectacle varié. Matinées : dimanches et fêtes.

SCALA, 8 h. — Spectacle-concert tous les soirs.

ALCAZAR D'HIVER. — Tous les soirs à 8 heures, concert varié.

ROBERT-HOUDIN, 8 h. 1/4. — Le professeur Diction. Prestidigitation.

MUSEE GRÉVIN (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 1 heure à 11 heures du soir; dimanches et fêtes de 11 heures du matin à 11 heures du soir.

EDEM-MUSEE, 17, boulevard de Strasbourg. — Spectacle-concert. — Figures de cire.

PANORAMA DE LA PRISE DE LA BASTILLE. — Au pont d'Austerlitz.

PANORAMA. — Constantinople, vue prise de la Corne-d'Or (Champs-Élysées, côté gauche).

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

AU PARADIS DES ENFANTS

MAGASINS DE JOUETS LES PLUS VASTES DE PARIS

156, RUE DE RIVOLI, 156 — ET 1, RUE DU LOUVRE, 1

ARTICLES EXCLUSIFS ET BREVETÉS — LE COTILLON, ACCESSOIRES POUR LA DANSE

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR

DEMANDE

PRIX FIXE

NOTA. — Le Paradis des Enfants rappelle à sa Clientèle que tous les Jeux et Jouets doivent porter la marque : AU PARADIS DES ENFANTS.

Cette estampille SEULE garantit la bonne fabrication et la provenance directe des articles de la Maison.

Envoi

DES

PROSPECTUS

SUR